

**Le Guatemala vingt ans après  
la signature des Accords de paix**



**Marc Drouin  
Avril 2017**

# Le Guatemala vingt ans après la signature des Accords de paix

Marc Drouin

Après une décennie de négociations dans divers pays, le 29 décembre 1996, les représentants de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) et le gouvernement du Guatemala signaient un accord mettant fin à presque quarante ans de conflit armé qui ont fait 200'000 morts, 40'000 disparus et jusqu'à 1,5 million de personnes déplacées à l'intérieur et à l'extérieur du pays, soit presque 20% d'une population de quelque 7 millions d'habitants à l'époque, en majorité des Autochtones. Si la partie programmatique de l'entente finale – un cessez-le-feu définitif, la démobilisation des rebelles et des milices d'autodéfense, la réduction des effectifs militaires et la démilitarisation des forces policières – a été largement respectée par les parties, les mesures plus substantielles contenues dans plus d'une dizaine d'accords sectoriels qui appelaient à une refonte de l'État guatémaltèque et à la renégociation des ruptures sociales et économiques qui avaient provoqué et soutenu le conflit pendant tant d'années, sont restées sur le papier. Bien qu'inappliqués en tant que politiques d'État, les accords continuent cependant d'inspirer les actions et les propositions de la société civile guatémaltèque<sup>1</sup>.

Rappelons que les accords au Guatemala s'inscrivaient dans un effort régional de pacification suivant les dernières batailles rangées de la guerre froide livrées en Amérique centrale lors des années 1980, dont celles bien connues du Nicaragua et du Salvador. Parrainé par les chefs de file de la communauté internationale et certains pays latino-américains, cet effort cherchait à mettre un terme, par l'entremise de solutions politiques et non plus militaires, aux différents conflits qui secouaient la région et ainsi freiner l'exode de millions de Centraméricains et assurer la stabilité politique nécessaire à l'injection de nouveaux capitaux étrangers dans des marchés locaux atrophies par la violence et la corruption. Toutefois, la relative ouverture démocratique permise par les accords au Guatemala a aussi été accompagnée par la privatisation de pans entiers de l'économie nationale et la reprise en force, entre autres, des secteurs minier, énergétique et touristique au profit d'un nombre réduit d'investisseurs, dont certaines entreprises canadiennes<sup>2</sup>.

Dès 1994, l'Assemblée de la société civile (ASC) regroupait des organisations qui souhaitent faire entendre leurs voix auprès des belligérants sur des enjeux aussi importants que le sort des populations déplacées par le conflit, les droits des Autochtones, le développement rural et le rôle des forces armées dans une société démocratique. À l'instar des 46 000 réfugiés guatémaltèques au Mexique qui avaient conclu, en octobre 1992, une entente avec le gouvernement sur leur retour collectif au pays, l'ASC rassemblait les forces vives d'une société que les militaires et l'oligarchie avaient tenté de désarticuler et ensuite refaçonner à leur image pendant toute la deuxième moitié du vingtième siècle. Or, les propositions de l'ASC, composée de représentantes et représentants des secteurs académique, syndical, religieux, populaire et autochtone, visaient non seulement à faire taire les armes, mais aussi à transformer un ordre social et économique conservateur dépeint encore aujourd'hui comme féodal.

---

<sup>1</sup> Paula Worby, *Lessons Learned from UNHCR's Involvement in the Guatemalan Refugee Repatriation and Reintegration Program (1987-1999)*, United Nations High Commission for Refugees, 1999, p. 3; Comisión para el Esclarecimiento Histórico (CEH), *Guatemala, memoria del silencio*, Guatemala, United Nations Operations Systems (UNOPS), 1999, 1: 72-73; Cindy Espina, «Edgar Gutiérrez, director del IPNUSAC: 'El cortoplacismo impidió que los Acuerdos de Paz fueran una hoja de ruta para el desarrollo'», *El Periódico*, le 28 décembre 2016, p. 6; Ferdý Montepeque, «Guatemala aún vive enfrentada y los Acuerdos son una agenda pendiente», *El Periódico*, le 30 décembre 2016, pp. 4-5. Seize accords en tout ont été négociés entre les parties, selon Edgar Gutiérrez, «La paz política bajo amenaza», *El Periódico*, le 29 décembre 2016, p. 15.

<sup>2</sup> Programa Maya del Programa de Naciones Unidas para el desarrollo (PNUD), *Acuerdo sobre Identidad y Derechos de los Pueblos Indígenas. Avances y desafíos a 20 años de la firma de los Acuerdos de Paz*, Guatemala, PNUD, 2016, p. 11.

Dans un premier temps, les Guatémaltèques devaient approuver les accords conclus en 1996 par voie référendaire avant que leurs nombreuses stipulations puissent être enchâssées dans la Constitution et avoir force de loi. Un plébiscite à cet effet, tenu le 16 mai 1999, a suscité peu d'intérêt. Seulement 18,5% de la population ayant droit de vote participa à l'exercice de ratification populaire, dont une majorité – 55,6% – rejeta les ententes. Fait intéressant, cependant, et qui illustre assez bien les clivages qui définissent toujours la société guatémaltèque : alors que la minorité urbaine et non autochtone du pays s'est prononcée contre les accords, les élites et les électeurs des hautes terres autochtones, meurtries par le conflit, les ont appuyés<sup>3</sup>.

La défaite référendaire de 1999, attribuable à la complexité des quatre questions proposées à l'électorat portant sur 50 modifications constitutionnelles, a eu comme effet immédiat de ne pas contraindre ni les élus ni l'État à mettre en œuvre les accords sur le modèle d'un seul programme transformateur. Depuis, des réformes à la pièce ont été l'objet de tiraillements politiques au Congrès, où prédominent le cynisme et la mauvaise foi, terminant souvent en échec : les tentatives de réformes fiscales, auxquelles s'oppose systématiquement le secteur privé, la parité entre les hommes et les femmes chez les élus, une loi intégrale sur le développement rural et la reconnaissance du droit coutumier des Autochtones étant des exemples d'initiatives sabordées, parmi d'autres<sup>4</sup>.

Vingt ans après la fin de la guerre au Guatemala, à défaut de pouvoir célébrer l'avènement d'une nation plus inclusive et égalitaire, il est important de souligner la contribution des organisations de la société civile qui, malgré les menaces, font valoir par leurs actions et leurs propositions l'esprit et la lettre des ententes qui ont mis fin à 36 ans de conflit armé tout en reconnaissant pour la première fois le caractère multiethnique, pluriculturel et multilingue du Guatemala. Voici donc trois de ces accords et les changements auxquels ils aspiraient et qu'ils ont inspirés au cours des dernières années.

## 1. L'Accord général relatif aux droits de l'homme

En plus de réitérer l'engagement des parties de combattre l'impunité et de respecter les droits humains et l'État de droit, cet accord signé en 1994 permit l'arrivée au Guatemala d'une mission des Nations unies (MINUGUA) et ensuite, en 2006, de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG). Les quelque 400 fonctionnaires de la MINUGUA, présents au pays jusqu'en 2004, veillaient avant tout au respect des droits humains et des accords souscrits, alors que la CICIG se penchera jusqu'en 2019 sur le démantèlement des structures criminelles qui ont infiltré l'État depuis l'époque du conflit et la poursuite pénale de leurs bénéficiaires parmi les plus hautes autorités militaires, politiques et économiques du pays<sup>5</sup>.

Quelques institutions publiques ont vu le jour au nom de l'accord, dont l'Institut national des sciences légistes (INACIF) et le Bureau de recouvrement des biens acquis illégalement (SENABED), ainsi que la section des droits humains du Ministère public. Par contre, à ce jour, aucune Commission officielle de recherche des personnes portées disparues pendant le conflit n'a été mise sur pied.

---

<sup>3</sup> Redacción, «17 de mayo de 1999: Revés. El 'no' triunfa en consulta», *Prensa Libre*, le 15 mai 2016, p. 15; Juan Hernández Pico, «Guatemala. ¿Por qué el NO en la Consulta Popular?», *Envío Digital* (Universidad Centroamericana), no. 208 (juillet 1999) [article en ligne], <http://www.envio.org.ni/articulo/950> (consulté le 31 mars 2017); Pavel Gerardo Vega, «Héctor Rosada, investigador social y negociador de los Acuerdos de Paz: 'La estructura y el funcionamiento del actual gobierno no garantizan un ambiente favorable para cumplir los Acuerdos de Paz'», *El Periódico*, le 29 décembre 2016, pp. 4-5; Richard Aitkenhead Castillo, «Los Acuerdos de Paz, veinte años después», *El Periódico*, le 29 décembre 2016, p. 15.

<sup>4</sup> Jessica Gramajo, «Diputados trastocan ley y la debilitan. Diputados excluyen de reformas electorales la participación de mujeres y de indígenas», *Prensa Libre*, le 9 mars 2016, p. 4; Jessica Gramajo, «Iniciativa propugna por desarrollar el campo. Propuesta no llega al pleno del Congreso, pese a tener aval», *Prensa Libre*, le 16 juillet 2016, p. 3; Cindy Espina, «Helmer Velásquez: 'No hubo desarrollo social humano, porque el crecimiento económico se da a base de los pobres'», *El Periódico*, le 18 décembre 2016, p. 6.

<sup>5</sup> Editorial, «XX aniversario de la paz», *El Periódico*, le 29 décembre 2016, p. 14.

De plus, le pays souffre aujourd'hui d'un taux d'impunité criminelle de 97% et le Ministère public est présent dans seulement 10% des municipalités. Dans les onze premiers mois de 2016, plus de 220 attaques contre des personnes qui défendent les droits humains, dont quatorze assassinats et sept attentats, ont été recensées; et alors que les fonds gouvernementaux voués au dédommagement des victimes du conflit armé ont été réduits de 92% en 2016, le budget de l'armée a augmenté de 37% depuis cinq ans. Enfin, en refusant d'apporter son soutien aux victimes de massacres ou de disparitions forcées, l'État nie l'existence de ces crimes ainsi que la responsabilité des forces armées<sup>6</sup>.

C'est dans un contexte comme celui-là que les efforts de la société civile pour faire avancer l'État de droit au Guatemala sont d'autant plus admirables, en commençant par les recours en justice impulsés par les femmes autochtones et les organisations qui les appuient. Celles-ci ont été accompagnées dans leurs démarches par un Ministère public devenu plutôt proactif depuis l'arrivée de deux femmes au poste de procureure générale : Claudia Paz y Paz Bailey en 2010 – sa candidature ayant été proposée et appuyée par la société civile – et ensuite Thelma Aldana en 2014. C'est ainsi que plusieurs militaires ont été jugés pour des crimes commis pendant la guerre. Rappelons, entre autres, les condamnations pour disparitions forcées en 2009 (la cause Choatalum), pour le massacre de communautés paysannes en 2011 et 2012 (Las Dos Erres et Plan de Sánchez), pour génocide en 2013 (bien que la décision ait été aussitôt infirmée par la Cour constitutionnelle) et, finalement, pour esclavage et violence sexuelle en 2016 (Sepur Zarco). Le fait même que ces causes liées au conflit armé aient été entendues par des tribunaux guatémaltèques témoigne de l'audace et de la ténacité des survivantes et survivants<sup>7</sup>.

### Les nantis dans la mire de la CICIG

*Selon Iván Velásquez, actuel chef de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG), les pouvoirs politiques et économiques traditionnels se sont emparés de l'État pour leurs propres fins criminelles. Par leur complaisance et inefficacité, explique le juriste colombien en poste au Guatemala depuis 2014, les élites guatémaltèques voient fructifier sans obstacle leurs affaires lucratives « liées au trafic de narcotiques, à la contrebande, à la traite des personnes et à la structure [financière] nécessaire au blanchiment d'argent ». En effet, les enquêtes de la commission ont mis à découvert les relations illicites qui unissent les partis politiques, le secteur privé et le crime organisé, le tout banalisé par des juges et des avocats qui garantissent un taux d'impunité sans commune mesure. Une telle structure criminelle, assure le commissaire, « a été pensée afin que la justice ne fonctionne pas »<sup>8</sup>.*

### La réduction des forces armées

*L'Accord sur le renforcement du pouvoir civil et le rôle des forces armées dans une société démocratique, signé à Mexico le 19 septembre 1996, prévoyait une réduction de 33% du personnel militaire dès 1997. Moins de dix ans après la fin des hostilités, les troupes avaient été réduites de 45 000 à 15 500 militaires alors qu'aujourd'hui les forces armées guatémaltèques en comptent 22 852, toujours présents en matière de sécurité publique, contrairement aux stipulations d'un accord qui prévoyait que les économies en matière de dépenses militaires seraient attribuées, entre autres, à l'éducation et à la santé publique<sup>9</sup>.*

<sup>6</sup> Jessica Gramajo, «La impunidad supera el 97% en Guatemala. La cooptación del Estado se niega a desaparecer, según Iván Velásquez, que lanza cuatro sugerencias para erradicarla», *Prensa Libre*, le 3 avril 2017, p. 3; AFP, «Preocupa ataques contra activistas humanitarios del país», *El Periódico*, le 22 décembre 2016, p. 6; Pavel Gerardo Vega, «Gobierno redujo el presupuesto del PNR en 92 por ciento para 2016», *El Periódico*, le 30 décembre 2015, p. 4; Andrea Orozco, «Resarcimiento está relegado por el Estado», *Prensa Libre*, le 9 mai 2016, p. 20; Geovani Contreras Corzantes, «En cinco años, recursos para el Ejército aumentaron 37.1%. Crece presupuesto militar», *Prensa Libre*, le 7 juillet 2016, p. 3.

<sup>7</sup> María José Pérez Sián, *Estamos aquí. Mujeres, memoria, verdad y justicia*, Guatemala, Centro para la Acción Legal en Derechos Humanos (CALDH), 2015; Campo pagado, «La justicia. Un paso indispensable para la paz», *El Periódico*, le 29 décembre 2016, p. 8.

<sup>8</sup> Glenda Sánchez, «Justicia llegó a 2.96% en 2015. Corrupción suma 97% de impunidad», *Prensa Libre*, le 10 février 2016, p. 3; Gramajo, «La impunidad supera el 97% en Guatemala», p. 3.

<sup>9</sup> Geovani Contreras Corzantes, «En cinco años, recursos para el Ejército aumentaron 37.1%. Crece presupuesto militar», *Prensa Libre*, le 7 juillet 2016, p. 3.

## 2. L'Accord sur l'identité et les droits des peuples autochtones

Bien que cet accord, signé au Mexique en 1995, réaffirme la nature indivisible de l'État guatémaltèque, il reconnaissait à la fois les langues, coutumes, croyances et identités des populations mayas, garifuna et xinca, tout en dénonçant leur marginalisation. En particulier, l'accord soulignait l'importance du rôle des femmes dans la transmission de la mémoire historique, des savoirs et des valeurs propres aux Autochtones, autant d'acquis culturels qu'une réforme scolaire qui se fait toujours attendre devait transmettre à l'ensemble de la jeunesse guatémaltèque. Comme résultat de l'accord, une loi pénalisant la discrimination a été adoptée, le Bureau du défenseur public des femmes autochtones (DEMI) a été mis sur pied, bien qu'il soit peu ou pas financé par l'État, et le gouvernement guatémaltèque a ratifié en 1996 la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT) relative aux peuples indigènes et tribaux, et appuyé l'approbation en 2007 de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones.

Si l'accord garantissait la pleine participation politique des Autochtones, leur reconnaissait une certaine autonomie en matière de gouvernance et rendait obligatoire leur consultation sur toute mesure législative ou administrative qui les concernait, ces stipulations ne sont toujours pas respectées. De même, alors que l'entente réaffirmait le droit constitutionnel des communautés d'administrer et de protéger leurs terres et ressources naturelles, ainsi que la responsabilité de l'État de pourvoir des terres publiques propices au développement des communautés, les personnes qui défendent des territoires aujourd'hui octroyés par le gouvernement aux entreprises extractives sont calomniées sur la place publique et accusées de délits criminels puis emprisonnées<sup>10</sup>.

Bien que le gouvernement s'engageait à obtenir le consentement des communautés quant à tout projet d'exploitation qui perturberait leur subsistance ou mode de vie, dans les faits, l'État et le secteur privé méprisent les centaines de consultations populaires organisées par des populations rurales qui, en très grande majorité, rejettent le modèle de développement industriel qu'on leur propose.

Une analyse récente de la mise en application de l'entente révèle que seulement 37% des engagements ont été respectés par l'État et que les taux les plus élevés de pauvreté et d'extrême pauvreté, ainsi que d'exclusion sociale et politique, continuent de s'abattre sur les collectivités autochtones. Malgré un bilan si peu reluisant, on constate tout de même depuis vingt ans une meilleure articulation entre communautés, organisations et nations autochtones au Guatemala, une présence accrue de leurs autorités ancestrales et le maniement efficace d'instruments politiques et légaux qui font valoir leurs revendications à l'échelle nationale et internationale<sup>11</sup>.

---

<sup>10</sup> Campo pagado, «CONGCOOP. Cese a la persecución de Estado en contra de [...] dirigentes del Comité de Desarrollo Campesino (CODECA)», *El Periódico*, le 23 février 2016, p. 11; Raúl Minondo Ayau, «Comentarios... ¡Animo Ejército!», *El Periódico*, le 8 juin 2016, p. 13; Pedro Trujillo, «Proceso de etnificación», *Prensa Libre*, le 2 août 2016, p. 13; Humberto Preti, «Grupo impune al margen de la ley», *Prensa Libre*, le 27 août 2016, p. 13; Alfred Kaltschmitt, «De presupuestos e invasiones», *Prensa Libre*, le 6 septembre 2016, p. 12; Humberto Preti, «Los 'pacíficos' invasores», *Prensa Libre*, le 29 octobre 2016, p. 13; Edwin Pitán, «Codeca enfrenta denuncias», *Prensa Libre*, le 27 octobre 2016, p. 6; Dony Stewart, «Tres heridos en desalojo de finca», *Prensa Libre*, le 27 octobre 2016, p. 26.

<sup>11</sup> Programa Maya del PNUD, *Acuerdo sobre Identidad y Derechos de los Pueblos Indígenas*, pp. 7, 9, 11; Pavel Gerardo Vega, «Acuerdos de Paz sin cumplirse para pueblos indígenas», *El Periódico*, le 29 décembre 2016, p. 6; Byron R. Vásquez, «Fincas se ubican en El Estor y Livingston. CC ampara a ocho comunidades por reclamo de tierra», *Prensa Libre*, le 8 décembre 2015, pp. 1-3; Glenda Sánchez, «CSJ y CC habían suspendido licencia. Minera operó de forma ilegal», *Prensa Libre*, le 7 juin 2016, p. 6; Guillermo Isaiá Ramírez, «MEM suspende licencias en Izabal y San Marcos. Ordenan cierre de proyectos mineros», *Prensa Libre*, le 9 juin 2016, p. 27; Geldi Muñoz Palala, «Racismo propicia poco avance. Compromisos continúan sin ser cumplidos. Indígenas siguen relegados, pese a que Guatemala asumió acuerdos internacionales», *Prensa Libre*, le 24 octobre 2016, p. 18.

### **Le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause**

*Dans un pays réputé pour sa culture antidémocratique, le phénomène des consultations populaires, tenues en milieu rural sur des enjeux liés au développement économique, est tout de même étonnant. De 2004 à 2014, plus de 110 plébiscites ont été organisés par 74 municipalités situées dans 12 des 22 départements du pays. Par la voie de votes publics à main levée, des centaines de milliers de paysans autochtones et non autochtones ont massivement rejeté des projets miniers, pétroliers, hydroélectriques et agroindustriels. Lorsque le gouvernement tenta d'encadrer les consultations en 2011, il omit de consulter les Autochtones sur le contenu de son projet de loi tout en tenant compte des recommandations du secteur privé, état de fait déploré par le rapporteur spécial de l'ONU sur les droits des peuples autochtones. Si la Cour constitutionnelle reconnaît la légalité des référendums communautaires depuis 2007, elle ne leur accorde qu'un statut consultatif et non contraignant alors que les entreprises les considèrent comme de simples sondages d'opinion<sup>12</sup>.*

### **Les Autochtones défendent leurs droits**

*Devant la mauvaise foi des autorités, les communautés ont décidé de faire appel à la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) et aux tribunaux guatémaltèques et canadiens. En 2010, la CIDH ordonna au gouvernement du Guatemala de suspendre les opérations de la mine Marlin, propriété de la société canadienne Goldcorp, et de protéger les populations et cours d'eau de 18 communautés touchées par le projet. En juin 2016, après quatre ans de mobilisations citoyennes, la Cour suprême du Guatemala accordait une injonction permanente contre le projet minier La Puya et en février 2017, la Cour constitutionnelle ordonnait la suspension du projet hydroélectrique Oxec dans l'Alta Verapaz. Dans chaque cas, les juges ont évoqué l'absence de consultations ou le désaccord des populations affectées par les projets afin de justifier leurs décisions. Pour leur part, les tribunaux de l'Ontario et de la Colombie-Britannique ont accepté d'entendre des causes impliquant les entreprises canadiennes Hudbay Minerals et Tahoe Resources. Les plaignantes et les plaignants guatémaltèques reprochent aux minières des actes commis par leurs gardiens de sécurité dans les départements d'Izabal et de Santa Rosa en 2007, 2009 et 2013, dont des voies de fait graves, un meurtre, des tentatives de meurtre et de nombreux viols. Les premières audiences au Canada, prévues en 2017, pourraient sensibiliser le public sur les agissements des minières canadiennes à l'étranger<sup>13</sup>.*

## **3. L'Accord sur les aspects socioéconomiques et la situation agraire**

Vu la situation actuelle du Guatemala, l'accord qui a été le moins respecté depuis vingt ans est peut-être celui sur les aspects socioéconomiques et la situation agraire. Signé à Mexico le 6 mai 1996, ce pacte favorisait l'engagement citoyen, le respect des droits économiques, sociaux et culturels, et la consultation de la population sur les enjeux économiques de première importance. Les parties étaient d'accord, entre autres, que la contribution des femmes au développement économique et social du pays était indispensable. L'égalité des droits et des opportunités dans les sphères du travail, de la famille et de la politique devait garantir leur pleine participation par l'entremise d'un accès équitable aux crédits, à l'éducation, au logement, à la santé, à la terre et à la technologie.

Les signataires étaient aussi d'avis qu'« une stratégie intégrale » était nécessaire afin de résoudre la précarité rurale qui affectait une majorité de Guatémaltèques. L'approche devait permettre l'accès des paysans à la terre et aux autres intrants productifs, leur assurer des titres de propriété dûment attestés et établir des mécanismes concertés de médiation et de résolution de conflits.

<sup>12</sup> Tania Palencia Prado, *Estado de los derechos de los pueblos indígenas en Guatemala a 20 años de la firma de la paz*, Guatemala, Serviprensa, 2017, pp. 98-99; Sandra Valdez et Alberto Ramírez, «Relator señala conflictividad por la actividad minera. 'Debe consultarse a los indígenas'», *Prensa Libre*, le 5 mars 2011, p. 10; Ana Lucía González, «Consultas populares: Más que decir sí o no», *Prensa Libre*, le 23 février 2011, pp. 4-5.

<sup>13</sup> Alberto Ramírez, «Ejecutivo está obligado a explicar por qué se resiste a cumplir medidas cautelares que ordenan el cierre de la mina. CIDH da prórroga de 15 días al Gobierno», *Prensa Libre*, le 11 juin 2010, p. 5; Willverth J. Girón, «Procuraduría General de la Nación ordena cese temporal de Mina Marlin», *El Periódico*, le 5 août 2010, p. 3; Jerson Ramos, «Frenan en definitiva proyecto de la Puya», *Prensa Libre*, le 30 juin 2016, p. 4; Redacción, «Dejan vigente suspensión de hidroeléctrica», *El Periódico*, le 18 février 2017, p. 8.

D'emblée, une pleine gamme de services sociaux devait bénéficier, de façon prioritaire, aux tranches de la population et aux régions les plus défavorisées. Sur la question agraire, en particulier, l'accord constatait que les campagnes, aux prises avec la pauvreté et les inégalités extrêmes, étaient aussi les plus délaissées par les institutions gouvernementales et que l'accès à la terre était un enjeu incontournable. Selon les parties, « la transformation du régime foncier et d'exploitation des terres doit avoir comme objectif la participation de la population rurale au développement économique, social et politique afin que la terre devienne, pour celles et ceux qui la travaillent, la base de leur stabilité économique, le fondement de leur bien-être social accru et la garantie de leur liberté et dignité. »

De plus, les représentants de l'État s'engageaient à améliorer les relations de travail dans les grands domaines en offrant une assistance juridique et technique aux travailleurs agricoles et à leurs instances représentatives, et en intervenant de manière juste et expéditive lors de désaccords. Ils ont promis d'appliquer rigoureusement le Code du travail et de sévir contre le non-respect du salaire minimum et les conditions insalubres ou dangereuses, en portant une attention particulière aux droits des femmes, des jeunes, des travailleurs saisonniers et des domestiques. L'accord allait jusqu'à préconiser l'harmonisation des relations industrielles par la concertation entre travailleurs et patrons et le partage des profits.

La participation de la population à l'identification, la priorisation et la satisfaction de ses besoins était indissociable des aspirations démocratiques et décentralisatrices de l'entente : « l'affectation des ressources, la mise en œuvre des projets, les priorités et caractéristiques des actions gouvernementales » devaient être discutées et décidées localement par les populations concernées. L'approche participative devait « permettre de remplacer les structures qui génèrent des conflits sociaux par de nouvelles relations qui assureront la paix [...] et le renforcement de la démocratie ». Bref, la société dans son ensemble devait prendre part à « la définition des options politiques, sociales et économiques du pays » et ainsi bénéficier d'un développement et d'une croissance économique plus équitables.

Depuis vingt ans, par contre, l'intransigeance de l'État et du secteur privé devant les mobilisations paysannes et l'absence de dialogue sur les projets miniers, énergétiques et agroindustriels qui ont un impact sur les territoires autochtones démontrent que la majorité démunie du Guatemala vit encore à des années-lumière des grands principes énoncés dans l'accord. Aujourd'hui, selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), les revenus de 82,7% des Guatémaltèques ne permettent pas de couvrir leurs dépenses en santé, éducation, logement et nourriture, 60% de la population gagnant moins de 6\$ CAD par jour. Alors que le salaire minimum établi par la loi dans le secteur agricole est de 15\$ CAD par jour, la somme payée par les employeurs varie de 5,50\$ à 10\$ CAD, les femmes gagnant aussi peu que 3\$ CAD par jour pour le même travail<sup>14</sup>.

Et la situation sociale et économique se dégrade. Selon l'Institut national de statistiques, si en 2006, 51,2% des Guatémaltèques vivaient sous le seuil de la pauvreté, ce pourcentage a augmenté à 53,7% en 2011 et 59,3% en 2014. Pour leur part, la proportion de Guatémaltèques qui vivent dans l'extrême pauvreté, gagnant moins de 90\$ CAD par mois, a grimpé de 2006 à 2014, passant de 15,3% à 23,4% de la population de presque 16 millions d'habitants. Donc, si six Guatémaltèques sur dix vivent dans la pauvreté, près de trois sur dix vivent dans l'extrême pauvreté. Cette situation empire dans les campagnes où 73% de la population autochtone vivait sous le seuil de la pauvreté en 2011, taux qui a augmenté à 79% en 2014. En 2016, le Guatemala chuta de sept places à l'Indice du progrès social (IPS) pour occuper la 87<sup>e</sup> position sur 133 pays. L'IPS mesure la capacité des pays de répondre aux nécessités de base de la population, veiller à sa sécurité et son bien-être et lui offrir des opportunités éducatives ou professionnelles<sup>15</sup>.

<sup>14</sup> Oscar Felipe *et al.*, «El 83% de la población vive con menos de Q1,600 al mes. Jornaleros se quejan por pagos de Q25 al día», *Prensa Libre*, le 25 janvier 2017, pp. 18-19.

<sup>15</sup> U. Gamarro, R. Bolaños et G. Contreras, «Aumenta el índice de pobreza en Guatemala», *Prensa Libre*, le 11 décembre 2016, pp. 1-3; Manuel Silva, «CEPAL: Guatemala generó más pobres en la región», *El Periódico*, le 23 mars 2016, p. 9; Manuel Silva, «Guatemala sufre un nuevo retroceso en el Índice de Progreso Social», *El Periódico*, le 11 août 2016, p. 11; Juan Alberto Fuentes, «Vergüenza nacional. Seis de cada 10 guatemaltecos sienten el retroceso del país», *Prensa Libre*, le 14 décembre 2015, p. 17.

Contrairement à plusieurs pays d'Amérique latine, au Guatemala les inscriptions scolaires des jeunes diminuent et la faim augmente, affectant aujourd'hui plus de 2,5 millions de citoyennes et de citoyens. Selon le PNUD, la faim et les 135 conflits agraires dans les campagnes guatémaltèques en 2015 sont la conséquence de la concentration des terres cultivables – 2% des agro-exportateurs possédant toujours 65,4% des terres – et de l'absence de politiques gouvernementales qui pourraient redistribuer la richesse et ainsi diminuer les inégalités et améliorer le sort des populations paysannes. Enfin, le PNUD constate d'abord un plafonnement et ensuite un recul du développement humain au Guatemala depuis 2006, les niveaux de pauvreté ayant atteint à nouveau ceux recensés en 1990 alors que le pays était toujours en guerre<sup>16</sup>.

### **Croissance économique et inégalités sociales**

*Dans le cadre de l'Accord sur les aspects socioéconomiques et la situation agraire, l'État guatémaltèque s'engageait à adopter des politiques économiques visant à assurer une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 6% par année, permettant ainsi la mise en place de programmes sociaux innovateurs. Selon la Banque mondiale, le taux de croissance annuel de l'économie au Guatemala depuis 2012 a été de 3%, atteignant 4,1% en 2015. L'institution constate que les bénéfices d'une telle croissance, somme toute positive dans un contexte international défavorable, se sont concentrés en peu de mains et que la pauvreté et les inégalités, au lieu de reculer, persistent et gagnent du terrain. Cette situation s'expliquerait par la diminution des dépenses sociales, la priorisation de la stabilité macroéconomique et la réduction ou la privatisation des fonctions de l'État. En 2017, le Guatemala se retrouve parmi les pays latino-américains qui consacrent le moins de ressources par personne aux dépenses sociales – 220\$ USD par année – alors que l'Uruguay leur consacre 2 900\$ USD. Si ces dépenses tournent autour de 6% du PIB au Guatemala, le reste de l'Amérique latine leur consacre en moyenne 18%, soit trois fois plus. Au PNUD de conclure que la croissance économique n'est pas synonyme de développement humain et que le modèle économique guatémaltèque actuel nuit aux conditions de vie de la population au lieu de les améliorer<sup>17</sup>.*

### **Qui gagne paye**

*Afin de financer les programmes sociaux et la modernisation de l'économie agraire, l'État s'engageait dans l'Accord sur les aspects socioéconomiques et la situation agraire à accroître ses revenus, entre autres, en s'attaquant à l'évasion et à la fraude fiscales chez les gros contribuables. Vingt ans plus tard, en réponse aux mobilisations citoyennes de 2015 qui ont entraîné la chute et l'emprisonnement du président et ancien général Otto Pérez Molina, de la vice-présidente et de la plupart de leurs ministres, le fisc commence timidement à s'intéresser au pouvoir économique derrière la présidence. Alors qu'au palmarès anticorruption, le Guatemala chuta de 13 places pour occuper la 136<sup>e</sup> position sur 176 pays recensés par Transparency International en 2016, les autorités fiscales et judiciaires ont saisi les avoirs de plusieurs piliers de l'économie nationale dans les secteurs de l'acier, de l'hôtellerie, du café, de la cardamome et de la vente au détail. En termes d'impôts non payés, d'amendes et d'intérêts, l'État a récupéré quelque 300 millions \$ CAD dans les neuf premiers mois de 2016 auprès d'une dizaine d'entreprises fautives seulement, dont Aceros de Guatemala (Multiperfiles), l'hôtel Camino Real, les pharmacies Galeno, et les agro-exportatrices Agropecuaria Bellamar Tiquisate et Bero de Guatemala, cette dernière faisant partie de l'entreprise allemande Neumann Kaffee Gruppe<sup>18</sup>.*

<sup>16</sup> Manuel Silva, «Guatemala busca US \$100 millones y reducir cifra de niños desnutridos», *El Periódico*, le 26 janvier 2017, pp. 16-17; Andrea Orozco, «No fueron a la escuela 119 mil estudiantes», *Prensa Libre*, el 3 octubre 2016, p. 8; Cindy Espina, «Informe del PNUD señala que en 2006 se detuvo el desarrollo», *El Periódico*, le 6 octubre 2016, p. 2; Andrea Orozco et Geldi Muñoz, «Carencias lastran desarrollo del país», *Prensa Libre*, le 6 octubre 2016, pp. 2-3; Andrea Orozco, «Tema agrario causa mayoría de conflictos», *Prensa Libre*, le 7 octubre 2016, p. 6; Muñoz Palala, «Compromisos continúan sin ser cumplidos», p. 18; Henry Estuardo Pocasangre, «De mil 800 pugnans, mil 500 son agrarias. Conflictos sociales crecen en el país», *Prensa Libre*, le 2 mai 2016, pp. 1-3.

<sup>17</sup> Urías Gamarro, «PIB creció 4.1% este año», *Prensa Libre*, le 18 décembre 2015, p. 39; Felipe et al., «El 83% de la población vive con menos de Q1,600 al mes», pp. 18-19; Claudia Méndez, «Informe revela condiciones laborales en Guatemala», *El Periódico*, le 16 décembre 2015, p. 6; Espina, «Informe del PNUD señala que en 2006 se detuvo el desarrollo», p. 2; Orozco et Muñoz, «Carencias lastran desarrollo del país», pp. 2-3; Geldi Muñoz Palala, «Estabilidad macroeconómica no se refleja en bienestar social. País no impulsa desarrollo», *Prensa Libre*, le 7 octubre 2016, pág. 27; Andrea Orozco, «PNUD: país crece pero sin acelerar desarrollo», *Prensa Libre*, le 7 octubre 2016, p. 4.

<sup>18</sup> Jessica Gramajo, «Guatemala se halla entre los países más corruptos», *Prensa Libre*, le 26 janvier 2017, p. 30; Guillermo Isaí Ramírez, «SAT interviene empresa de café. Firma tiene ya seis casos judiciales», *Prensa Libre*, le 30 juin 2016, p. 18; Rosa María Bolaños, «SAT continúa las intervenciones judiciales. Q1,522 millones se han cobrado por la vía judicial o intervenciones en este año», *Prensa Libre*, le 30 septembre 2016, pp. 2-3.

## Conclusion

Le 29 décembre 2016, la cérémonie officielle qui soulignait la fin de la guerre au Guatemala a été peu fréquentée par le public. Chez les dignitaires, le grand absent était le président déchu Otto Pérez Molina, signataire de plusieurs des accords pour le gouvernement, dont l'accord final en décembre 1996. Aujourd'hui, Pérez Molina est derrière les barreaux et sa formation libérale de droite, le Parti patriotique, s'est effondrée en 2015 sous le poids de la corruption, de l'incompétence et des mobilisations populaires qui ont massivement revendiqué sa démission. Absents aussi lors de la commémoration pour des raisons non précisées, deux autres signataires qui avaient pourtant confirmé leur présence : Richard Aitkenhead Castillo, pour le gouvernement, et Ismael Soto, alias Pablo Monsanto, pour l'URNG<sup>19</sup>.

De tous les Accords de paix, si les trois examinés ici sur les droits humains, les droits des nations autochtones et la situation sociale et économique avaient été mis en pratique, le Guatemala serait un pays différent aujourd'hui. Par contre, malgré les promesses inaugurales de chaque président depuis la fin du conflit – Portillo, Berger, Colom, Pérez Molina, Maldonado et l'actuel Morales – ces accords n'ont jamais été pleinement assumés à titre de politiques d'État. Dans le sillage de ces accords délaissés, la violence, la corruption et la pauvreté ont plutôt repris leur place. Mais pas toute la place. Les femmes, les jeunes, les paysans, les Autochtones, les écologistes et les organisations qui défendent les droits humains poursuivent leurs actions en faveur d'une nation multiethnique, pluriculturelle et multilingue.

Si ces protagonistes ont du mal à atteindre l'unité nécessaire pour repousser les élans égoïstes d'une droite patronale en déclin, ils ont tout de même remporté de courageuses victoires contre l'oubli et pour la justice, motivées parfois par ces accords qui aspiraient à une société plus inclusive et égalitaire. Ces mouvements pourront-ils s'articuler et proposer un nouveau projet de société ? La seule certitude est qu'un tel projet devra tenir compte des ententes qui ont mis fin à la guerre.

### Les principaux Accords de paix guatémaltèques

*Accord-cadre sur la démocratisation et l'atteinte de la paix par l'entremise de moyens politiques, signé à Querétaro, Mexique, le 25 juillet 1991;*

*Accord-cadre sur la reprise des négociations entre le gouvernement du Guatemala et l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), signé à Mexico le 10 janvier 1994;*

*Accord général relatif aux droits de l'homme, signé à Mexico le 29 mars 1994;*

*Accord en vue de la réinstallation des populations déracinées par le conflit armé, signé à Oslo, Norvège, le 17 juin 1994;*

*Accord sur l'établissement d'une commission chargée de faire la lumière sur les violations des droits de l'homme et sur les actes de violence ayant causé des souffrances à la population guatémaltèque, signé à Oslo, Norvège, le 23 juin 1994;*

*Accord sur l'identité et les droits des peuples autochtones, signé à Mexico le 31 mars 1995;*

*Accord relatif aux aspects socioéconomiques et à la situation agraire, signé à Mexico le 6 mai 1996;*

*Accord sur le renforcement du pouvoir civil et le rôle des forces armées dans une société démocratique, signé à Mexico le 19 septembre 1996;*

*Accord sur une trêve définitive, signé à Oslo, Norvège, le 4 décembre 1996;*

*Accord relatif aux réformes constitutionnelles et au régime électoral, signé à Stockholm, Suède, le 7 décembre 1996;*

*Accord de base sur la réinsertion de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque à la vie politique du pays, signé à Madrid, Espagne, le 12 décembre 1996;*

*Accord concernant le calendrier de la mise en application et la vérification des accords de paix, signé au Guatemala le 29 décembre 1996;*

*Accord sur une paix ferme et durable, signé au Guatemala le 29 décembre 1996.*

<sup>19</sup> Redacción, «Discursos, ausencias y música. Exigen cumplir acuerdos de paz», *Prensa Libre*, le 30 décembre 2016, p. 6.

## Merci à Marc Drouin pour les recherches et la rédaction de la fiche !

Marc a un doctorat en histoire d'Amérique latine de l'Université de Montréal. Il vit et travaille au Guatemala, pays qu'il a connu pour la première fois en 1995 comme observateur des droits humains avec le Projet Accompagnement Québec-Guatemala (PAQG).

## Suggestions de lectures et capsules vidéo complémentaires :

- en ligne:

<https://www.plazapublica.com.gt/content/los-acuerdos-de-paz-20-anos-despues>

<http://www.ledevoir.com/international/actualites-internationales/488338/le-mirage-de-la-paix-au-guatemala>

«APPUYER LA PAIX ET LE DÉVELOPPEMENT À LONG TERME AU GUATEMALA ET EN COLOMBIE», Rapport du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international, décembre 2016.

<http://www.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?DocId=8649349&Language=F>

Réponse du gouvernement à ce rapport:

<http://www.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?Language=F&DocId=8848180&File=0>

Capsule vidéo avec Sandra Morán, députée guatémaltèque du parti Convergencia:

<https://www.youtube.com/watch?v=hIZeHrf5baQ>

Capsule vidéo avec Leocadio Juracán, député guatémaltèque du parti Convergencia:

<https://www.youtube.com/watch?v=tGOLacCosoA&feature=youtu.be>

Capsule vidéo avec Claudia Paz y Paz:

[https://www.facebook.com/ajplusespanol/videos/1376904289028583/?hc\\_ref=PAGES\\_TIMELINE](https://www.facebook.com/ajplusespanol/videos/1376904289028583/?hc_ref=PAGES_TIMELINE)

- disponible pour prêt ou consultation au local de SLAM:

«Les accords de paix au Guatemala, l'espoir d'un peuple». Rapport de la mission d'observation des Accords de paix au Guatemala, 14 au 28 juin 1998.

«Guatemala - Ten years after the Peace Accords, how have things changed?», The Upstream Journal, Social Justice Committee, septembre 2007, volume 21 (dossier en anglais seulement).

**Mise en page et photo de la page couverture (Guatemala Ciudad, juin 2016) : Sylvie Gendron**

**Cette fiche a été réalisée dans le cadre du projet « Accords de paix et notes d'espoir », grâce à l'appui financier du Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) par l'entremise du Fonds d'éducation et d'engagement du public en solidarité internationale (FEEPSI), délégué à l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI).**

